



**Société Béninoise de Philosophie
(SoBé.Phie)**

Revue Beninoise de Philosophie et de Sciences Humaines



**N°07
Décembre
2023**

LA SOCIETE BENINOISE DE PHILOSOPHIE

**REVUE BENINOISE DE PHILOSOPHIE
ET DES SCIENCES HUMAINES**

N°07- Décembre 2023

**REVUE BÉNINOISE DE PHILOSOPHIE
ET DES SCIENCES HUMAINES**

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Vincent AYENA, M. C. (BENIN)

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Pr. Paulin J. HOUNTONDI (BENIN) ; Pr. Albert NOUHOUAYI (BENIN) ; Pr. Thiémélé Ramsès BOA (CÔTE-D'IVOIRE) ; Pr. Aloyse N'DIAYE (SENEGAL) ; Pr. Albert TINGBE AZALOU (BENIN) Pr. Christophe S. HOUSSOU, (BENIN) ; Pr. Maxime DA CRUZ, (BENIN) ; Pr. Paulin HOUNSOUNON-TOLIN, (BENIN) ; Pr. Pierre NAKOULIMA (BURKINA-FASO) ; Rogatien TOSSOU (BENIN) ; Ariane DJOSSOU SEGLA M. C., (BENIN) ; Gervais KISSEZOUNON M. C., (BENIN) ; Eustache R. K. ADANHOUNME M. C., (BENIN) ; Rogatien SEGLA M. C., (BENIN)

SECRETAIRE DE REDACTION :

Dr Désiré MEDEGNON

CONTACT :

Revue de Philosophie et de Sciences Humaines
Société Béninoise de Philosophie
01 BP : 896 Cotonou (Bénin)
Téléphones : 67 10 19 94/ 95 56 03 38/ 96 64 57 79
E. mail : demedesirs@gmail.com/ fokounde@yahoo.fr

©So.Bé.Phie, Cotonou, Juin 2022

N° 06-2022, ISSN : 1840-8524

Tous droits réservés

SOMMAIRE

TITRE	PAGES
LE CONCEPT D'INDIVIDUALITE DANS LA PHILOSOPHIE DE GEORGES CANGUILHEM Jacques KOUDJODJI _____	5
L'ACTUALITE DE LA CONSTITUTION SOCIALE CHEZ PLATON ET ARISTOTE Rodrigue Wendekondo SAWADOGO _____	23
CRITIQUE DE LA PRÉTENTION UNIVERSALISTE DE L'OCCIDENT ET RECONSTRUCTION THÉORIQUE DE L'AFRIQUE : À L'ÉCOLE DE PAULIN HOUNTONDJI ET DE FABIEN EBOUSSI BOULAGA Paul Christian KITI & Magloire OKRY _____	44
LE STATUT EPISTEMOLOGIQUE DES SAVOIRS ENDOGENES AFRICAINS CHEZ PAULIN HOUNTONDJI Ahouégnon Melkisédek Justus MONTCHO & Désiré MEDEGNON _____	74
DEMOCRATIE ET CRISE POLITIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE : NECESSITE DE REVOIR LA GOUVERNANCE Ghil-christ Elysée YANSOUNOU & Ariane DJOSSOU SEGLA _____	92
GERMES COLONIAUX DE LA VIOLENCE POLITIQUE ET CRISES DE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST Ephraïm VISSIENNON & Barnabé DENON _____	110
LE DROIT A LA VIE ET LA PROBLEMATIQUE DU SUICIDE Yaovi Mathieu ACCROMBESSI _____	131
LE CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN ET LE SORT DES REFUGIES : L'EFFRITEMENT DES VALEURS UNIVERSELLES AGOSSOU Toundé Pachedor Olvigar El-kovias _____	153
L'EXTINCTION PROGRESSIVE DES NON HUMAINS : UNE REELLE MENACE POUR LA PLANETE Agossou Cosme Z. Vincent HOUNKPATIN _____	177

EDITORIAL

La Revue Béninoise de Philosophie et de Sciences Humaines est la revue de la Société Béninoise de Philosophie (So. Bé. Phie.) dont le premier numéro vient de paraître. Dans ses dispositions statutaires, la Société s'est définie comme une association apolitique dont l'un des objectifs est de promouvoir l'enseignement et la recherche en philosophie. Pour ce faire, elle dispose deux supports : un bulletin, le *Bulletin Pédagogique de Philosophie*, consacré à diverses épreuves de philosophie destinées principalement aux apprenants de l'enseignement secondaire, et une revue. Autrefois publiée sous le titre de *Revue de l'Enseignement et de de la recherche Philosophiques*, celle-ci paraît désormais sous l'appellation de *Revue Béninoise de Philosophie et de Sciences Humaines*, pour être en conformité avec les dispositions statutaires de la Société Béninoise de Philosophie. Essentiellement consacrée aux activités de recherche en philosophie et en sciences humaines, la revue est aussi attentive aux productions en pédagogie et en sciences sociales pour manifester l'esprit d'ouverture qui caractérise la philosophie.

Il ne peut en être autrement. Nous sommes à l'ère de la pensée éclatée, où il n'est plus théoriquement et scientifiquement intéressant d'enfermer le monde dans le moule unique d'une discipline, d'une théorie. En bref, l'esprit est à l'ouverture, à la complexité, à la pluridisciplinarité, à l'interdisciplinarité, à la synthèse. Et la revue de la Société Béninoise de Philosophie entend bien refléter cet esprit, l'esprit même des temps modernes où nous sommes submergés par un flot incessant d'études, de recherches, par une succession de paradigmes et de théories auxquels aucune production scientifique ne peut rester indifférente.

Le Directeur de publication

DEMOCRATIE ET CRISE POLITIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE : NECESSITE DE REVOIR LA GOUVERNANCE

Ghil-christ Elysée YANSOUNOU

Université d'Abomey-Calavi

yansounoug@gmail.com

et

Ariane DJOSSOU SEGLA

Université d'Abomey -Calavi

djossari@gmail.com

Résumé

Nous sommes aujourd'hui plusieurs décennies après les luttes pour les indépendances dans la partie ouest de l'Afrique francophone, mais l'essor tant escompté se fait toujours attendre. Insatisfait dans ses attentes, les citoyens pointent d'un doigt accusateur l'inefficacité de l'action publique mais aussi sur la mainmise de l'ex colonisateur dans les affaires internes des Etats africains. L'inconfort d'une telle situation visiblement manifeste entre autres à travers l'insécurité endémique et la dichotomie entre le légal et le légitime, a déclenché dans la région une crise politique protéiforme. Partant d'un bref état des lieux et d'une analyse critique des fondements et des subtilités inhérentes aux crises politiques ce texte a pour objectif de procéder à une études minutieuse de la crise politique que traverse la sous-région ouest-francophone afin de savoir si elle est l'expression d'un déclin des acquis démocratiques ou un rite de passage vers plus de maturité démocratique et de souveraineté pour à terme

montrer la nécessité de revoir la gouvernance dans ces pays de l'Afrique de l'ouest.

Mots clés : Démocratie, crise politique, gouvernance, humanisme.

Abstract

Several decades after the fights for independencies in francophone West-Africa, the high counted on prowesses are still missing. Unsatisfied in their expectations, Africans accusatorily point out the ineffectiveness of public policies not to mention the tight grip of ex-coloniser in African countries public intern affairs. The discomfort coming out of such situation obviously illustrated, among other causes, by an endemic insecurity and a dichotomy between legitimate and legal matters has led to a protean political crisis in the considered zone. Going from a brief reality check and a critical analysis of the fundamentals and subtleties inbuilt in political crises at large, this text aims at a minutiose study of the political crisis going on in francophone West-Africa to determine whether it is the expression of the political efforts declining or a rite de passage towards more democratic maturity and sovereignty with the purpose of showing the necessity to revise the governance way in those west African countries.

Keywords: Democracy, political crisis, governance, humanism.

Introduction

Le début des années 90 a connu une vague d'adhésion à la démocratie dans les États francophones de l'Afrique de l'ouest. Cette phase inédite a été perçue comme un tournant décisif dans la maturation politique de ces pays. En effet, dépassant

de longs règnes de dictature, de coup d'État sanglants et fantoches par endroits, la démocratie naissante portait en elle l'espoir d'une gestion politique ancrée sur le respect des droits humains, l'alternance politique, le suffrage universel, et surtout l'État de droit. Les deux premières décennies comme de bons débutants ces États ont entamé leur périple. Le multipartisme, le débat politique enrichi de la diversité des opinions, l'organisation des élections relativement à bonne date ; quoiqu'à tâtons ces pays ont résolument entamé leur périple.

Alors qu'on pourrait se permettre de parler d'acquis démocratiques, cette partie du continent noir se trouve soumise à des soubresauts non moins importants: des rudes acharnements contre l'opposition, aux révisions et ou tentatives de révision de la constitution au profit de la prolongation du mandat présidentiel, et d'autres intérêts personnels en passant par le spectre des coups d'État , le retour des militaires au pouvoir , la redéfinition des rapports diplomatiques avec l'ex puissance coloniale et le partenariat avec d'autres puissances , les évidences s'estompent .Tout ceci bien entendu dans un contexte où l'insécurité sévit dans la région à l'état endémique en raison de la montée du terrorisme. Ce spectre qui est sans doute celui d'une crise politique sous régionale, est sans doute inquiétant, et c'est de cette inquiétude qu'émerge notre sujet : **Démocratie et crise politique en Afrique de l'ouest francophone : nécessité de revoir la gouvernance.**

Ce sujet repose sur la question fondamentale de savoir si la crise politique que traverse la sous-région ouest-francophone actuelle est l'expression d'un déclin des acquis démocratiques

ou un rite de passage vers plus de maturité démocratique et de souveraineté. A cette préoccupation s'ajoute la quête de perspectives pour une gouvernance plus saine. Quels sont les éléments tangibles qui attestent d'une crise politique dans la région ouest de l'Afrique francophone ? Quels sont les enjeux qui se jouent dans cette crise ? Dans quelle mesure une gouvernance axée sur un certain sens de l'humain peut-elle favoriser une décrispation de crise socio-politique que vit la région ? L'objectif poursuivi à travers cette contribution consiste à analyser minutieusement les tenants et aboutissants de la crise actuelle pour ne pas qu'elle s'envenime au point de déstabiliser totalement la région et de jeter les bases pour y remédier à l'avenir. Notre recherche s'est édifiée sur deux hypothèses. *Primo*, la crise politique que traverse la région est soit un déclin des acquis démocratique, soit un tournant décisif vers plus de maturité politique. *Secundo*, vu tout ce qui se joue en contexte de crise politique, une gouvernance ancrée sur un certain sens de l'humain pourrait permettre d'amorcer à l'avenir de telles crises. La méthodologie de notre recherche est de nature analytique et critique, elle nous a permis d'en arriver à la conclusion selon laquelle il faut revoir la gouvernance dans la région en la rivant sur un humanisme politique rigoureux au risque de voir cette crise devenir fatale.

1-Etat des lieux

1-1- La mauvaise gouvernance et la crise sécuritaire

René Dumont dans son Ouvrage *L'Afrique noire est mal partie* indexait la corruption comme l'un des véritables fléaux qui

tiennent le contient en apesanteur. Soixante ans plus tard, les peuples de l'ouest Afrique francophone fustigent toujours cette pratique malsaine. À cela s'ajoute une désaffection croissante des liens entre les pouvoirs politiques et l'ancienne puissance coloniale. L'omerta est désormais levée sur les accords coloniaux et bien des rouages de la françafrique. En 2020 lors de la célébration des vagues d'indépendance de 1960, il y avait une part de l'opinion relayé par la voix du célèbre Jean-Baptiste Placca qui, mettant en doute l'effective souveraineté de l'ex colonie noire s'interrogeait en ces termes « Et s'il n'y avait au fond rien à célébrer ? » (V. Hugeux, 2021, p.11).

En effet « depuis des décennies, Paris n'a jamais cessé d'imposer sa tutelle et de tout faire pour préserver ses intérêts économiques et politiques en Afrique » (X(Monsieur)/ P. Pesnot, 2008, p.10). Les accords de sécurité visant à protéger la région du terrorisme grandissant n'ont pas porté les fruits escomptés. À preuve,

« dans le Sahel central (Mali, Burkina Faso et Niger), on a dénombré l'an dernier 4 000 morts violentes, contre 770 en 2016. Au Burkina Faso, la dégradation est encore plus dramatique, avec une hausse de 174 % des attaques entre 2018 et 2019, année la plus meurtrière, avec 1 889 victimes. Dans tout le Sahel, plus de 1 800 écoles sont fermées en raison des violences, le nombre de réfugiés s'est considérablement accru et l'on assiste à une extension des zones grises, zones où l'État ne contrôle plus le territoire, ou seulement indirectement en s'appuyant sur des milices ou des groupes armés locaux » (A. Antil, 2020, p.22).

Ces conditions font que les politiques africains sont de plus en plus qualifiés à tort ou à raison d'être aux ordres de la métropole, ce qui soulève l'intemporelle question de

l'authentique souveraineté de la région. Dans la foulée, une résurgence de la mise en cause de la politique monétaire dans la sous-région a davantage corsé le sentiment anti-français. Depuis 1978 il y en a qui avaient déjà soupçonné que « les problèmes économiques et sociaux sont, (...) en Afrique, d'abord monétaires » (J.T. Pouemi, 2020, p.16). Aujourd'hui la question se pose avec plus d'acuité et de verve, « les réseaux sociaux jouent un rôle important dans cette mobilisation anti franc CFA : ils permettent aux informations et opinions de se répandre à la fois largement et rapidement » (F. Pigeau et S. Samba, 2018, p.16). Face à cette situation, le moins qu'on puisse dire c'est que, « les hommes politiques sont tous trop "françafricanisés" pour se prononcer sur ce sujet » (F. Pigeau et S. Samba, 2018, p.157).

1-2- La résurgence des militaires au pouvoir et l'Etat de droit piégé

De telles bases ont servi d'ascenseur à quelques leaders de l'armée qui se sont hissés au sommet de l'Etat. Cette crise qui porte entorse au rayonnement de l'Etat de droit n'est que la partie visible de l'iceberg. Il faut donc aller plus loin pour comprendre que la crise trouve ses racines profondes bien plus loin. Si l'avènement de l'Etat de droit substitue le règne de la force au règne de la loi, il semble que nous sommes dans la sous-région passé subrepticement du règne de la loi au règne par la loi. En termes clairs plutôt que de régner par les lois justes, expression de la volonté générale, on est de plus en plus en droit de chercher à savoir si les lois en vigueur visent effectivement le bien commun, ou si au contraire elles sont des instruments de couverture pour protéger les instincts anti-

démocratiques. On en est venu à légitimer la prolongation des mandats présidentiels là où la constitution prévoyait une limitation des mandats, gage de l'alternance politique, cette situation singulière qui peut s'étoffer de biens d'autres situations similaires donne matière à réflexion. Dans un contexte où le légale et le légitime coïncident de moins en moins n'est-on pas pris au piège d'un simulacre de démocratie ? Quoiqu'il en soit par endroits la réforme s'est imposée mais ailleurs elle a donné lieu à des soubresauts qui rompent avec la culture de l'État de droit.

2-La crise politique en question

2 -1-De la crise à la crise politique

André Comte-Sponville appréhende le concept de crise comme « un changement rapide et involontaire, qui peut s'avérer favorable ou défavorable mais qui est toujours difficile et souvent douloureux » (A. Comte-Sponville, 2013, p.214). Il en ressort un certain nombre de caractéristiques essentielles à l'idée de crise. D'abord, Il ne s'agit pas tant du changement en soi que de **la rapidité** à laquelle il survient et surtout de son caractère involontaire. Ensuite il y a l'issue **incertaine** pour ne pas dire hasardeuse consubstantielle à la notion de crise. Et enfin vient l'inconfort, **la peine**, le désagréable y afférant.

Ces trois points essentiels sont clairement perceptibles dans l'ensemble des crises politiques qu'a connu notre humanité comme en témoigne l'histoire politique contemporaine. Le printemps arabe, récente crise politique de ce début du XXIème siècle illustre clairement ces points essentiels que Comte Sponville considère comme inhérents à toute situation

de crise. L'année 2011, a connu de tumultueux mouvements sociopolitiques qui se sont soldés à certains endroits par l'avulsion vive et rapide de gouvernants politiques ayant de longues années de règne à leur actif. Il s'agit pour la plupart de vétérans de la politique, qui ont réussi à faire échec à de multiples manifestations populaires durant leur règne. Combien de martyr et de sacrifié n'y a-t-il pas eu sous ces régimes forts ? C'est alors qu'un évènement qui aurait tout au plus retenu l'attention de la presse internationale crée le basculement irréversible : l'immolation de Mohamed Bouazizi. Cet évènement en cumulant l'effet domino et boule de neige, de manière tout à fait rapide entrainera le printemps arabe. Très rapidement et à la chaîne, cette crise politique va faire chanceler les politiques qu'on aurait un peu plus tôt qualifié d'indétrônable.

Cette rapidité est pour toute crise à la fois vertu et défaut. La rapidité du changement consubstantiel à la crise tient au fait que les événements, qui font naître la crise défient les protocoles traditionnels mis en place pour les prévenir, les anticiper, les réprimer. Souvent sous-estimées, les pouvoirs politiques faisant constamment face à plusieurs mouvements et soubresauts qualifiés de mineurs ou de majeurs selon des critères qui peuvent se révéler inopérants, n'arrivent pas toujours à faire le tri pour savoir d'où pourrait venir le tsunami politique. Ceci fait que, perdu dans une foule de priorité, le crisogène, tel un agent pathogène s'enkyste dans un système plus ou moins confiant en ses capacités de résistance. C'est alors qu'advient la crise.

2-2-Crise politique : l'incertitude au cœur de l'urgence et de l'essentiel

L'issue d'une crise est ce qu'il y a de plus incertain, et c'est pareil pour toute crise politique. Et cette incertitude se situe à deux niveaux ; à savoir si elle sera fatale, ou si on pourra la surpasser, le cas échéant à quel prix ?

Les révolutions, les révoltes populaires carburent aux excès jugés indésirables, mais ils sont rarement construits et enrichis de solutions, d'approches murement et sagement échafaudés. Ceci fait qu'après les crises politiques vient le mouvement d'incertitude, ce pont fragile entre ce passé jugé abject et un futur fait des vagues idéaux vers lequel on se persuade de tendre par l'improvisation. Dans les faits la crise politique pourrait bien se constituer en un remède à la misère humaine et en venir à terme à instaurer une plus grande misère. « La misère conduit les peuples aux révolutions et la révolution ramène le peuple à la misère » (R. Debray et Z. Tinyang, 2014, p.41). La crise politique ayant fait partie François Bozizé du pouvoir a connu trois grandes successions de transition entre 2013 et 2016, avec tous les dommages collatéraux. La révolte populaire qui a fait partir le guide libyen a transformé la Lybie en un véritable tohu-bohu politique au point où on en est venu à se demander si cette révolution en valait la peine.

Toute crise politique fait le procès du passé en vue d'un certain idéal, c'est là tout l'engouement, c'est aussi là tout le piège. L'engouement tient à la perspective qui s'ouvre et s'offre d'écrire l'histoire en des lettres plus nobles. Par-delà les motivations égoïstes qui pourraient animer les dirigeants politiques, en chaque leader de révolutions, se trouve aussi

minime soit-elle la conviction de pouvoir apporter un changement positif fondé sur un certain idéal. La cité idéale de Platon a véritablement nourri la pensée politique occidentale, en suggérant une certaine organisation de la cité, elle a permis d'en venir à des systèmes politiques plus opérant. Mais la cité idéale telle peinte par Platon n'a jamais existée nulle part, et on n'a pas à s'en indigner car elle n'est ni plus ni moins qu'un idéal. En fait ce qu'on a du mal le plus souvent à saisir à juste mesure c'est que l'idéal est un mirage mais ce dont-on ne peut douter c'est que l'idéal est ce qui stimule la pensée politique.

En philosophie l'idéal est chargé de sens, Lalande en parle comme de « ce qui donnerait une parfaite satisfaction à l'intelligence et au sentiment humain » (A. Lalande, 1991, p. 431) ; pris ainsi comme substantif, l'idéal porte en lui l'idée de satisfaction à un point très élevé ce qui de toute évidence ne peut-être qu'un horizon plutôt qu'un bien qu'on pourrait tenir à un moment donné. De même le bien-être que présage l'idéal ne bénéficie pas d'une caution empirique qui pourrait attester qu'il ne pourrait en être autrement. Poursuivre un idéal revient à poursuivre nos croyances, ainsi, l'idéal tient plus de la conjecture que de la rationalité. C'est la raison pour laquelle plusieurs révolutions mises en marche en vue d'un certain idéal ont erré entraînant non pas rarement un imbroglio politique et un chaos que celui décrié. Zhao Tingyang disait à cet effet que : « l'attrait de la révolution réside dans l'idéal qu'elle poursuit, les gens le croient meilleur, si ce n'est parfait. Mais en réalité personne ne sait vraiment ni n'est en mesure de savoir si cet idéal est parfait ou meilleur » (R. Debray et Z. Tinyang, 2014, p. 41).

Dans une crise politique il y a toujours un inconfort subi, une douleur ou une peine à endurer. Dans le même temps une crise politique peut-être l'acte fondateur d'une renaissance et d'un rayonnement social.

L'étymologie du mot crise, « *krisis* » suggère l'idée d'agir, agir en urgence car comme le dit Comte-Sponville, elle se rapporte au moment de la décision, un moment sensible où il nous faut décider et vite si non elle décidera pour nous. Tel que pour un patient en crise il y a lieu de décider en urgence avant que la fatalité ne s'impose, en situation de crise politique il faut décider, c'est-à-dire agir en urgence, le mieux étant d'agir vite et bien. Ce dont-on dispose le moins en situation de crise c'est du temps. En l'espèce, on n'hésite pas à prendre de grandes décisions qu'on justifie par l'urgence de la situation, au nom de l'urgence on s'engage bien souvent dans des voies d'atteinte à tout ce qui devrait être considéré comme essentiel or « à force de sacrifier l'essentiel, à l'urgence, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel » (E. Morin et T. Ramadan, 2017, p. 96). A quoi bon sacrifier l'essentiel pour l'urgence si tant est que l'ultime bien qu'il faut sauvegarder en urgence c'est ce qui est posé comme essentiel. Mais peut-être se méprend-on sur l'essentiel en question. Alors quel est cet essentiel qui ne peut être immolé même en contexte de crise ? Quel est cet essentiel dont la suppression rend toute crise inopérante ?

Si toute crise est l'expression d'un inconfort, d'une allergie à de multiples fléaux tels que la corruption, les mesures liberticides, le taux élevé de chômage, l'insécurité pour ne citer que cela, elle nécessite toujours une certaine urgence pour préserver le corps politique du chaos. Et c'est justement là qu'on touche à la deuxième caractéristique des crises :

l'incertitude. Au demeurant, les enjeux sont toujours de taille en matière de crise politique, alors, comment penser la crise politique que traverse l'ouest Afrique francophone ?

3-Comment penser la crise politique de l'ouest Afrique francophone ?

3-1- L'enjeu quitte ou double de la crise politique de l'ouest Afrique francophone

Ce ne sont pas tant les crises qu'il faut fustiger que les manières inopérantes d'y faire face. En fait, les crises sont l'expression de la vitalité du corps politique, elles sont l'expression du dynamisme d'une société vivante qui tant bien que mal revisiter ses assises pour en éprouver la solidité. Elles sont le baromètre et en même temps le moteur du dynamisme social en termes de gestion politique. La démocratie comme tout autre régime politique est un visage de l'aventure humaine en quête de gouvernances plus reluisante. Le hic c'est que les crises politiques comme celle que traverse l'ouest Afrique francophone aujourd'hui nous engagent dans des enjeux quitte ou double. En effet, les « problèmes vitaux d'aujourd'hui sont d'une ampleur inédite, ils ont une urgence croissante, qui nous rappelle plus que jamais à la vie, et à la mort » (F.Worms 2019,p.4) .S'il faut en croire Frédéric Worms, les crises en cette époque contemporaine ne sont pas si nouvelles, elles sont même très anciennes et se sont évertués à y faire face par des techniques et des institutions plus ou moins adaptées. Toutefois il apporte la précision suivante : « ce qui se produit aujourd'hui, c'est en fait une accélération majeure de l'histoire, et d'abord des risques et dangers vitaux

» (F.Worms 2019,p.4). Ce qui se joue avec la crise actuelle c'est un recul démocratique drastique ou un pas décisif dans le sens de la maturité politique. Ce qu'il en sera dépend des repères qu'on se donne et du fil d'Ariane que l'on se construit pour sortir d'un tel labyrinthe.

3-2-La nécessité d'une gouvernance ancrée sur l'humanisme

Ce qu'on ne peut nier c'est que l'effectivité de l'Etat de droit est le critère de fond qui permet de juger et la vitalité d'une démocratie. Alors il ne reste qu'à s'interroger sur le positionnement des caractéristiques de l'Etat de droit dans le remue-ménage politique de cette partie du continent.

Quel est le statut de la séparation des pouvoirs dans le contexte politique actuel en Afrique de l'ouest francophone ? La séparation des pouvoirs est-elle toujours de mise ou se trouve-t-elle piégée dans un copinage politique où des alliés politique se distribuant les rôles dirigeant suivant une pensée unique ? La puissance publique est-elle effectivement soumise au droit ? L'action publique est-elle toujours encadrée par des lois aptes à la censure en cas de dérive ? Les lois sont-elles effectivement le reflet du choix mur et voulu du citoyen ? Si non le peuple serait-il muselé par des manœuvres politiques instrumentalisant par la force du pouvoir d'Etat et les lois scélérates ? Y'a-t-il des citoyens qui paraissent dans les faits plus citoyens que d'autres ? La hiérarchie des normes n'est – elle pas court-circuitée par la volonté d'individus forts ? Les constitutions nationales de ces Etats signataires de la

Déclaration universelle des Droits de l'Homme, veillent-elles toujours à leur jouissance effective par les citoyens ?

Les réponses affirmatives et négatives selon le cas aux interrogations ci-dessus nous permettront sans doute de juger et de jauger la crise politique qui secoue cette partie du continent. Dans l'urgence que nous imposent les crises politiques, le repère qu'on devrait se donner se trouve formulé par l'un des impératifs kantien : « Agis toujours de telle sorte que tu traites l'humanité en toi et chez les autres comme une fin et jamais seulement comme un moyen ». En un mot l'ultime repère pour décider en urgence, agir en urgence dans ce dédale politique est le recours à l'humanisme. Quoi que l'on entreprenne dans le processus démocratique il faut s'assurer que cela est au bénéfice de l'homme et que cela ne viole pas ce qu'il y a d'essentiel et d'inaliénable en lui. A cet effet, aucune action ne justifie que l'on viole la dignité humaine, que l'on avilisse l'humain que l'on nie l'humanité en l'homme.

Quand on interroge l'histoire philosophico-politique des pays réputés pour leur tradition et vitalité démocratique, on découvre un profond ancrage humaniste. En effet, « la civilisation occidentale, n'a jamais cessé de placer l'être humain au centre de son questionnement spirituel, intellectuel, politique, moral, artistique » (A. Bidar, 2014, p. 5) Il n'est pas à dire que l'occident a le monopole de cet anthropocentrisme mais il n'en demeure pas moins que la constance et la dynamique de résurgence de ce souci de l'humain est fort interpellant remarque Abdenour Bidar.

La crise politique que traverse l'Afrique de l'ouest francophone est délicate, elle se développe dans le contexte d'un pouvoir politique aux mains d'hommes forts armés ou

d'hommes forts politiquement influents. Cette situation est l'expression d'un pouvoir exécutif fort qui fragilise de fait les contres pouvoirs que sont le législatif et le judiciaire. Lorsque l'exécutif peut de fait manipuler et dissoudre le corps législatif, instrumentaliser le judiciaire, il ne fait aucun doute que la démocratie est en danger. Elle l'est davantage lorsque le pouvoir législatif n'est pas plus qu'une oligarchie politique aux intérêts en déphasage avec le bien commun. Dorénavant on ne peut le nier la crise politique qui frappe cette région du continent noir est une crise de la démocratie représentative, une crise d'un pouvoir exécutif trop fort, d'un pouvoir législatif assujetti et bien plus encore une crise des valeurs humanistes. L'homme noir en tant que sujet de dignité semble avoir été oublié comme tel, et si rien n'est fait les atteintes aux droits humains connaîtront une recrudescence dans cette partie du monde. Il faut agir, il faut envisager un humanisme politique qui sert de boussole dans cette aventure reluisante et combien épineuse qu'est la démocratie.

Tout part d'abord d'une lutte contre l'ignorance à la base en vue d'une maturité politique des peuples qui seraient aptes au débat démocratique et à l'exercice d'un libre arbitre consciencieux. A cela s'ajoute une dépersonnalisation de la politique, soucieuse d'asseoir des institutions fortes. Pourquoi ne pas essayer une configuration politique qui affranchit nettement le pouvoir judiciaire du pouvoir exécutif à travers une émancipation et une autonomisation du ministère de la justice ?

Conclusion

L'apologie construite et entretenue autour de la démocratie a fait naître à bien d'endroits sur la surface du globe l'espérance d'une gestion politique plus satisfaisante et le présage de sociétés humaines moins enclines à des soubresauts. C'est sur cette base qu'« on nous parlait de fin de l'histoire au nom de la démocratie, mais nous voici dans une histoire sans fin » (F. Worms 2019, p.7) ponctuée de crises politiques non moins importantes. Cela est vrai tant des grandes démocraties que des jeunes nations comme les pays de l'Afrique de l'ouest francophone. Mais évidemment, les contextes ne sont pas pareils. En France par exemple la crise de la représentativité des citoyens s'articule autour d'une double critique, « l'absence, de consultation des citoyens en dehors des élections et le développement insuffisant du contrôle parlementaire sur les décisions politiques monopolisés par le pouvoir exécutif et une présidence toute puissante » (L. Rouban, 2018, p. 5). En revanche à l'ouest du continent noir la démocratie est bien plus éprouvée, c'est littéralement l'Etat de droit qui chancelle.

Aussi alarmante que soit la situation, et que l'on s'en aperçoive ou non, il faut revisiter les fondements de la démocratie dans ces anciennes colonies françaises, il est plus que jamais urgent, de mettre fin à l'improvisation politique et d'asseoir la gouvernance sur une certaine vision de l'humain pensé comme fin en soi. Aucune crise ne surgit *ex nihilo* « Qu'elles aient été ou soient économiques, politiques, sanitaire ou personnelles, les crises de toute nature, passées, présentes ou à venir se manifestent d'abord par de brutales ruptures résultant d'une accumulation paroxystique de déséquilibre » (J. Attali, 2009, p.22-23) .C'est pour cela qu'il faut revisiter les fissures institutionnelles, idéologiques ,

culturelles et humaines qui pourraient à terme conduire à l'effondrement de la démocratie à l'ouest francophone du continent noir. La culture d'un humanisme politique est sans doute le sol fertile sur lequel pourrait émerger une honnête quête de souveraineté ayant pour but ultime le service du citoyen, l'action politique patriote respectueuse de l'Etat de droit, des Droits de l'homme et garantissant à tout défi la sécurité, la liberté et la vitalité démocratique.

L'humanisme qui se trouve ici prôné est un humanisme affranchit des accents pluriels, un humanisme qui, émondé des accidents de la doctrine, se focalise sur l'humain en tant que tel.

Il s'agit donc de placer l'homme au centre de l'action politique et d'en faire la mesure de toute action, de toute réforme et si besoin de toute révolution. Il faut gouverner en ayant constamment à l'esprit cette pensée chère à l'humaniste Jean Pic de la Mirandole « Il n'y a rien de plus admirable dans le monde que l'homme ». Delphine Leloup, lectrice attentive des grands philosophes humanistes fait remarquer que Thomas More, insistant aussi bien sur la nécessité pour le politique de se faire entourer de bons conseillers que sur la représentation démocratique considère que « le but de tout Etat ne devrait être autre que d'assurer le bonheur de ses citoyens » (Leloup, 2015, p.19).

Références bibliographiques

- ANTIL Alain, 2020, « Violence sans fin au Sahel », in *Revue de culture contemporaine* de septembre, pp. 22-33.
- ATTALI Jacques, 2009, *Survivre aux crises*, Librairie Arthème Fayard.

- BIDAR Abdenour, 2014, *Histoire de l'humanisme en occident*, Paris, éditions Armand Colin.
- COMTE-SPONVILLE André, 2013, *Dictionnaire philosophique*, 4è édition, Paris, « Quadrige », PUF.
- DEBRAY Régis et TINYANG Zhao, 2014, *Du ciel à la terre : la Chine et l'occident*, Paris éditions les Arènes.
- HUGEUX Vincent, 2021, *Tyran d'Afrique, Les mystères du despotisme postcolonial*, Paris, Éditions Pétrin.
- LALANDE André, 1991, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, 1991, Quadrige, PUF.
- LELOUP, *Humanisme ou l'appel du savoir*, 2015, Paris, Editions Lemaire publishing.
- MORIN Edgar et RAMADAN Tariq, 2017, *L'urgence et l'essentiel*, Paris, Editions Don Quichotte.
- PIGEAU Fanny et SAMBA Sylla Ndongo, 2018, *L'arme invisible de la françafrique*, Une histoire du franc CFA, Éditions La Découverte, Paris.
- ROUBAN Luc, 2018 *La démocratie représentative est-elle en crise ?*, Paris, Éditions la documentation française,
- TCHUNDJANG POUEMI Joseph, 2020, *Monnaie, servitude et liberté, La répression monétaire de l'Afrique*, Yaoundé, édition numérique.
- WORMS (Frédéric), 2019, *Pour un humanisme vital, lettre sur la vie, la mort et le moment présent*, Paris, Éditions Odile Jacob.
- WORMS Frédéric, 2017, *Les maladies chroniques de la démocratie*, Paris, éditions Desclée de Brouwer.
- X(Monsieur)/ PESNOT(Patrick), 2008 ,*Les dessous de la françafrique , les dossiers secrets de monsieur X*, Paris, Editions nouveau monde.

Dépôt légal N° 10893 du 14 décembre 2018
ISSN 1840-927X
Tous droits réservés

Impression : GAS PLUS Editions